

# Déclaration liminaire du 14/09/2022.

Monsieur le président du CTS,

Mesdames, messieurs les membres du CTS.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la dernière instance sous la forme connue de CTS.

A la sortie de l'été, la première évidence pour l'*UFAP UNSa Justice*, est de remercier et de rendre hommage à tous les agents qui, malgré un été compliqué, ont répondu présent et ont permis à notre établissement de continuer à tourner. Malgré des journées en sous-effectif chronique, beaucoup d'agents sont revenus sur leurs repos et ont explosé les compteurs d'heures supplémentaires au détriment de leur vie de famille et de la fatigue qui s'accumule...

**En attendant la reconnaissance tarde toujours à arriver...**

Il est urgent que l'administration ouvre les yeux et revoit sa copie... avec une situation alarmante qui ne cesse de grandir, il est temps de revaloriser les oubliés permanents, combler toutes ses vacances de postes ! Retenir ceux qui souhaitent s'en aller n'est pas la solution ! Il est nécessaire et urgent de rendre attractive une profession qui de base ne suscite pas forcément les vocations...

Pourtant ses agents peuvent être fiers car ils sont indispensables à notre société et contribuent largement à son bon fonctionnement.

Concernant notre établissement, depuis maintenant plusieurs années l'*UFAP* a alerté et continue de le faire sur des dérives de comportements. Plusieurs personnels en ont été victimes et pour certains le sont encore... !

Quel message fait-on passer en les abandonnant ? Des faits qui se multiplient encore aujourd'hui... mais jusqu'où l'Administration les laissera-t-elle faire ? Faut-il que des drames se produisent de nouveau afin de raviver les lourds et dramatiques souvenirs du passé ???

**Monsieur le Président, vous portez aussi la casquette de Chef d'Etablissement et la lourde responsabilité d'être le garant de la sécurité de vos agents.**

Il est également temps que vos agents se sentent soutenus et qu'on prenne leur défense quand ils se font humilier, y compris par nos plus hautes autorités ou magistrats ! On ne peut pas tout accepter et nous ne comprenons cette attitude permissive que la direction adopte avec certains magistrats ! Pour l'heure, le constat est clair et sans équivoque, c'est bien les agents de l'établissement qui se retrouvent tirillés et en difficultés !

Par ailleurs et concernant les futures ELSP qui, malgré nos inquiétudes et nos revendications locales et régionales, verront le jour prochainement. Il est dommageable et surréaliste que la commande politique soit priorisée sur notre capacité à absorber la mise en œuvre des nouvelles missions à effectif constant !

Aussi, nous redoutons les départs en retraite à venir qui viendront amplifier les vacances de postes sur notre structure.

L'**UFAP** ne s'oppose pas au déploiement des nouvelles missions mais dénonce la manière et le calendrier très contraint que l'Administration nous impose.

Ces missions sont une démonstration supplémentaire de la montée en compétences de nos métiers...

Des métiers essentiels, riches... dont les personnels, tous corps et grades confondus sont malheureusement mésestimés, peu connus et sous-payés !

L'**UFAP** revendique une réforme statutaire et indemnitaire digne de ce nom pour nos métiers !

Les Personnels le méritent amplement !

Les représentants au  
CTS.